

# EN MARGE DE LA POLÉMIQUE ANSALDI-MALATESTA

*Umanità nova* - 18 avril 1922

-----

Cher Errico, (\*)

Ta réponse à l'article «Républicanisme social et anarchisme» m'a laissé cette sorte de malaise intellectuel que j'éprouve chaque fois que je n'arrive pas à saisir la pensée d'une personne dont je me sens très proche parce que je partage ses idées et ses aspirations. Je suppose que je ne suis pas le seul à qui ton article a laissé cette impression et c'est pourquoi je ne t'envoie pas une lettre personnelle, ce que j'aurais préféré faire. Ce qui m'a choqué, c'est cette affirmation: «Nous nous empresserions de détruire les banques, les titres de propriété». Je ne comprends pas pourquoi il faudrait détruire les banques: il s'agirait tout au plus de les abolir. Tu me diras que j'ergote sur les mots mais je crois au contraire nécessaire de t'écrire parce que, justement, tu parles aussi de détruire les titres de propriété. Ce que tu dis a une grande répercussion parmi nous, et de l'importance face aux «cousins» à des degrés divers et face aux adversaires qui voient en toi le chef, à ta grande contrariété. Il est donc nécessaire que tu sois plus clair. En attendant, voici ce que je pense de la question.

Je ne crois pas que, pour abattre définitivement le régime capitaliste actuel, il faille abattre complètement les systèmes actuels d'échange des biens. Il serait souhaitable de le faire mais un changement aussi radical impliquerait une révolution simultanée et selon le même processus dans tous les pays. La destruction de l'argent signifierait l'infériorité absolue de l'Italie communiste face aux autres nations capitalistes. Et étant donné nos conditions économiques, cela signifierait l'échec de toute reconstruction. Il est vrai que tu dis que les méthodes que tu exposes sont poussées à leur point extrême et que, dans la pratique, il y aurait des compromis. C'est bien pourquoi je ne vois pas l'intérêt d'affirmer la supériorité de méthodes extrêmes qui n'ont qu'une valeur purement théorique mais qui peuvent faire se dresser les uns contre les autres les différents courants révolutionnaires au détriment de leur développement à tous. Il faut bien savoir que l'abolition des banques implique l'abolition de l'argent. La période post-révolutionnaire est une période de compromis et de réorganisation assez longue, présentant d'innombrables données qui s'opposent et des problèmes humains complexes; pendant cette période, les banques ne seraient que des bureaux de concentration et de répartition du capital des organismes collectifs. Quant à la destruction des titres de propriété, elle implique le problème de la propriété individuelle. Et sur ce point, ceux des républicains qui ne sont pas bourgeois sont proches de nous. D'après moi, le désaccord est très important du point de vue politique mais tout à fait formel du point de vue économique.

Les républicains sont tout à la fois des individualistes et des socialistes. Mazzini voulait la propriété privée, mais il voulait qu'elle représente le fruit du travail accompli. Il n'admettait donc pas la propriété parasite ni la propriété immorale: celle qui est fondée sur l'exploitation et qui se perpétue par la transmission héréditaire des richesses. Son erreur fondamentale était de croire possible la coopération de toutes les classes. Mais ceux des républicains qui acceptent la lutte des classes ne sont pas séparés de nous par cette divergence irréductible. Le collectivisme peut être un point de contact entre les républicains sociaux et nous; non pas le collectivisme tel que le comprenait Bovio, c'est-à-dire comme le but d'un programme ou plutôt comme le moyen terme entre l'individualisme et le communisme mais le collectivisme en tant qu'adaptation des prémisses communistes à la réalité économique et psychologique.

Nous disons que nous ne voulons pas d'un communisme imposé par la force mais nous tombons aussi trop souvent dans l'erreur de croire qu'un régime économique communiste qui ne correspondrait pas à une

(\*) Cette lettre a été écrite immédiatement après ce qui a été publié dans le numéro du 7 avril d'*Umanità nova*. (Note d'*Umanità nova*).

conscience communiste largement répandue est possible. Tu as écrit une fois, et très justement, qu'une révolution sans amour, c'est une révolution dans les choses. Eh bien, tu connais trop les hommes et l'Histoire pour ne pas admettre que si une révolution brise les structures juridiques et politiques, si elle modifie et bouleverse beaucoup de structures économiques, elle ne modifie pas sensiblement l'esprit des majorités.

La révolution, en tant qu'anticipation, ne peut faire naître une société égalitaire que lorsque s'affirme le sens de la justice et de la liberté, sens dont l'absence presque universelle a précisément rendu la révolution nécessaire. L'âme humaine change beaucoup plus lentement que les conditions économiques. Ne t'imagines pas que je partage le pessimisme (c'est-à-dire l'a-priori unilatéral) des partisans de l'individualisme tel que l'entend l'économie libérale. Je ne pense pas que l'intérêt personnel soit le seul moteur de la production mais je pense qu'il faut tenir compte de ce moteur plus que nous ne le faisons généralement. Je pense que seul le devoir peut remplacer ou du moins tempérer l'intérêt personnel et que seule cette transformation peut rendre possible un communisme qui ne soit ni l'utopie d'un phalanstère ni l'esclavage d'un bolchévisme plus ou moins asiatique.

Tu serais d'avis de laisser la terre à qui la travaille, et donc de respecter la petite propriété agricole. Pourquoi ne pas laisser leurs petits commerces à ceux qui en ont, leurs ateliers aux artisans, etc...? Tout le problème est résumé par ce dilemme: ou la petite propriété ou la bureaucratie. La petite propriété serait bien entendu limitée à la terre, aux petits commerces et à toutes ces unités économiques, actuellement propriétés individuelles pour ainsi dire, que la révolution ne pourra rendre collectives qu'au détriment de l'économie générale.

Mais je risque de m'éloigner du sujet. En conclusion, je crois qu'entre les socialistes qui acceptent et qui veulent la révolution sociale et nous, il y a, sur des questions économiques, des préalables théoriques qui nous séparent, mais que sur le plan pratique, il pourrait y avoir un terrain d'entente si les solutions à priori sont tempérées de part et d'autre: ces solutions peuvent avoir une certaine valeur et remplir un certain rôle historique mais elles résistent difficilement à l'épreuve de la réalité qui, elle, l'emporte sur les idées et pousse les hommes sur des voies toujours neuves en leur montrant toujours de nouveaux horizons. Une vaste discussion, calme et sans préjugés, pourrait favoriser cette entente, tout en conservant à notre mouvement son caractère d'avant-garde qui constitue son esprit et justifie sa mission.

J'espère que la polémique entre Ansaldi et toi continuera parce que cette trêve forcée est la bienvenue si on l'utilise pour clarifier systématiquement les idées et préciser les méthodes.

Avec toute mon affection,

**Camillo BERNERI.**

-----

Je reconnais immédiatement mon erreur. J'ai employé le verbe détruire avec deux compléments d'objet direct: pour l'un (les titres de propriété), il s'agissait d'une destruction d'ordre matériel, tandis que pour l'autre (les banques), il s'agissait d'abolir une institution. C'est là sans doute une grossière erreur du point de vue grammatical mais je n'aurais jamais cru qu'à cause de cette erreur, on puisse penser que je voudrais détruire les bâtiments des banques - qui sont dans l'ensemble parmi les plus beaux édifices, et les plus solides, des villes modernes - alors qu'il y a une telle pénurie de logements.

Comme le devinait Berneri, il s'agit bien d'abolir les banques et de les abolir non pas quand un gouvernement en donnerait l'ordre, à supposer qu'il le donne jamais, mais immédiatement, de fait, en leur enlevant toute raison d'être et en faisant avec leurs registres et leurs titres un grand feu de joie. Il n'est pas vrai que les banques soient ou soient essentiellement un moyen pour faciliter l'échange, comme semble le croire Berneri. Elles sont un moyen pour spéculer sur les échanges et sur les changes, pour placer les capitaux et leur faire produire un intérêt, et pour remplir d'autres fonctions capitalistes par excellence qui disparaîtront le jour où triomphera ce principe: personne n'a le droit ni la possibilité d'exploiter le travail d'autrui.

Que dans la période post-révolutionnaire, dans la période de réorganisation et de compromis, il y ait des «bureaux de concentration et de distribution du capital des organismes collectifs», qu'il y ait ou non des titres attestant le travail fourni et la quantité de produits à laquelle on a droit, on le verra bien, ou plutôt c'est là un problème dont les solutions seront multiples et variées, selon le système de production et de distribution qui prévaudra dans les différentes localités et dans les différents groupements, naturels ou artificiels. Ce qui me paraît essentiel, c'est que soient immédiatement considérés comme sans valeur et que soient même détruits matériellement, dans toute la mesure du possible, l'argent actuellement en circulation, les actions industrielles, les titres hypothécaires, les titres de la dette publique et tous les autres titres qui représentent le droit et le moyen de vivre sur le travail d'autrui.

Comme je l'ai dit plus haut, il y a un principe qui doit présider à la nouvelle révolution, selon moi et, je pense, selon tous les anarchistes; ou plutôt, pour être plus exact, un principe pour lequel nous devons lutter et sur lequel nous ne pourrions pas transiger, que nous soyons vainqueurs ou vaincus (c'est-à-dire si la victoire est pour plus tard): il faut que tous, nous ayons les instruments de production afin de pouvoir travailler sans être soumis à l'exploitation capitaliste, qu'elle soit grande ou petite.

L'abolition de la propriété individuelle, au sens absolu du terme, viendra, si elle doit venir, par la force des choses, quand les avantages de la gestion communiste seront démontrés et qu'il y aura plus d'esprit de fraternité. Mais ce qui doit être immédiatement aboli, y compris par la violence s'il le faut, c'est la propriété capitaliste, c'est-à-dire le fait que certains disposent des richesses naturelles et des instruments de travail et qu'ils puissent ainsi obliger les autres à travailler pour eux.

Le communisme de force serait la tyrannie la plus odieuse que l'esprit humain puisse concevoir. Et parler de communisme libre et volontaire, ce serait de l'ironie si on n'a pas le droit ni la possibilité de vivre sous un autre régime, collectiviste, mutualiste, individualiste ou comme on voudra, à condition toujours que personne ne soit opprimé ni exploité.

Libre donc au paysan de cultiver son bout de terrain tout seul, s'il le veut, au cordonnier de rester à son établi et au forgeron dans sa petite forge. S'ils ne peuvent pas trouver quelqu'un pour les aider ou des gens à exploiter, on verra bien si ces travailleurs isolés ne trouveront pas qu'il vaut mieux s'associer aux autres et entrer volontairement dans les différentes communautés - et des gens à exploiter, ils n'en trouveraient pas parce que, tous ayant droit aux instruments de travail et pouvant travailler pour leur compte ou dans des conditions équivalentes dans les grandes organisations de production, personne ne voudrait se faire exploiter par un petit patron.

La destruction des titres de propriété ne nuirait pas au travailleur indépendant pour qui le vrai titre, c'est le fait de posséder et le travail qu'il exerce. Il s'agit de détruire les titres des propriétaires qui exploitent le travail d'autrui et surtout de les exproprier de fait pour mettre les terres, les maisons, les usines, et tous les instruments de travail à la disposition de ceux qui travaillent.

Inutile de dire que les actuels propriétaires n'auraient plus qu'à contribuer eux aussi à la production comme ils le pourront s'ils veulent être considérés égaux à tous les autres travailleurs.

Avec les républicains, nous pouvons faire ensemble un bout de chemin pour abattre les institutions en vigueur, et même aller un peu plus loin avec ceux qui sont comme Ansaldo.

Après, chacun son chemin!

Bien sûr, nous ne pouvons pas prétendre réaliser l'anarchie et le communisme immédiatement et partout; nous ne nous faisons aucune illusion là-dessus. Nous ferons ce que nos forces nous permettront de faire mais ces forces, nous devons les utiliser toutes, et pour notre programme tout entier, qui peut se résumer ainsi: nous voulons la liberté totale, pour nous et pour les autres.

Là où nous ne pourrions pas conquérir cette liberté totale, nous resterons dans l'opposition, combattant la république comme aujourd'hui la monarchie.

Dans les localités et dans les régions où nous serons assez forts, nous ignorerons tout gouvernement établi ailleurs et s'il voulait s'imposer à nous, nous le combattrions comme un envahisseur étranger.

Nous aurons alors une «*patrie*», la patrie de la Révolution et nous saurons la défendre.

**Errico MALATESTA.**

-----